

BRÈVES AGRICOLES

Australie, Nouvelle-Zélande

Une publication du SER de Canberra – 25/08/2025

AUSTRALIE – BREVES.....	2
Tarifs américains – l’Australie à 10% est optimiste et devrait renforcer ses positions sur le bœuf, l’agneau, et le vin dans une moindre mesure	2
Le bœuf américain obtient un accès (symbolique) à l’Australie – Le Gouvernement réfute tout lien avec les négociations tarifaires	3
Une table ronde pour booster la productivité agricole en Australie – aux retombées peu claires	3
Le Gouvernement a ouvert une consultation publique sur la stratégie <i>Feeding Australia</i>	4
L’Australie accepte les produits laitiers français malgré l’épisode de dermatose, tant qu’ils sont traités thermiquement.....	4
La production australienne de bœuf a battu son record en 2024-25	4
Le Gouvernement australien précise l’accompagnement vers sa fin en 2028 de la filière d’exports d’ovins vifs par la mer (139,7 M AUD)	4
Des chercheurs australiens ont développé un vaccin ARNm contre la fièvre aphteuse	5
AUSMEAT assouplit le référentiel de la marque « viande Angus », passant le seuil génétique minimum de 75% à 50%.....	5
L’Australie a retrouvé son statut indemne vis-à-vis de la grippe aviaire hautement pathogène H7N8	5
De nouvelles opportunités pour le colza australien en Chine	5
Les pois chiches australiens réaccèdent au marché indien	5
La Ministre fédérale de l’agriculture se déplace en Indonésie et rouvre des marchés.....	5
L’autorité phytosanitaire australienne propose de suspendre des usages de diméthoate	6
Des experts s’inquiètent de l’application de plus en plus commune de fongicides préventifs en colza, pouvant causer l’apparition de résistances	6
Le commissaire aux relations commerciales dans l’agriculture et l’alimentation recommande un Code de conduite obligatoire dans la filière viticole.....	6
La filière australienne des grains réduit ses émissions.....	6
Le Gouvernement fédéral met à disposition un outil de calcul des émissions à la ferme	6
Un nouvel Ambassadeur australien à l’OCDE	7
Principaux flux commerciaux France-Australie (source TDM – extraction au 24/08/2025)	7

AUSTRALIE – MICRO-BREVES	7
NOUVELLE-ZELANDE – BREVES	11
Tarifs américains – La Nouvelle-Zélande taxée à 15%, le Gouvernement critiqué pour son manque de proactivité	11
Le Canada concède finalement à la Nouvelle-Zélande une administration plus favorable de ses quotas laitiers au titre du CPTPP	12
La loi d'application de l'accord de commerce NZ-EAU a été votée	12
Lactalis acquiert les marques de consommateur, ingrédients et foodservice, de Fonterra pour un montant de 3,845 Md NZD	12
Un collectif de scientifiques appelle le Gouvernement à ne pas réduire l'ambition sur la réduction des émissions de méthane	12
Les définitions d'OGM en NZL s'alignent sur celles de l'Australie	13
Le marché néo-zélandais ouvert pour la génétique aviaire française	13
Des fromages français rappelés pour possible présence de <i>Listeria monocytogenes</i>	13
Le Gouvernement poursuit l'assouplissement des contraintes réglementaires à l'agriculture	13
Le kiwi vert est le premier fruit à être autorisé par l'UE à présenter une mention de bienfaits pour la santé	13
Deux nouveaux canaux de visas pour les travailleurs saisonniers, enjeu majeur pour le secteur agricole	13
L'agriculture néo-zélandaise a réduit ses émissions de 2,2% entre 2022 et 2023	14
Des assouplissements réglementaires pour les pêcheurs néo-zélandais.....	14
La filière de la viande rouge dresse son bilan 2025 : forte demande, réduction du cheptel, augmentation des coûts, incertitudes sur le commerce international	14
Principaux flux commerciaux France-Nouvelle-Zélande (source TDM – extraction au 25/08/2025)	15
NOUVELLE-ZELANDE – MICRO-BREVES.....	15

AUSTRALIE – BREVES

Tarifs américains – L'Australie à 10% est optimiste et devrait renforcer ses positions sur le bœuf, l'agneau, et le vin dans une moindre mesure

Conformément à l'annonce d'avril par le Président Trump, et puisque les Etats-Unis ont une balance excédentaire avec l'Australie, celle-ci se voit imposer 10% de droits de douane à l'entrée du marché américain à partir du 7 août. Le Gouvernement australien, tout en regrettant le principe de ces droits dits « réciproques », se félicite de ce résultat et souligne l'avantage relatif des produits australiens sur le marché américain, en particulier s'agissant du bœuf, du vin, et de l'agneau. Les filières s'expriment dans le même sens. Elles notent toutefois un risque indirect lié à la demande des Etats-Unis à certains de leurs

partenaires de privilégier les produits américains. Notamment, l'Indonésie s'est engagée à doubler ses imports de blé américain ; or, l'Australie est aujourd'hui le premier fournisseur de l'Indonésie. Si d'autres pays suivent le même chemin, l'Australie pourrait voir augmenter considérablement la concurrence sur ses exports de blé. D'une manière générale cependant, l'Australie est en position de force sur le marché américain, moins taxée que ses principaux concurrents (Brésil, Nouvelle-Zélande, UE), d'autant plus que les droits de douane imposés par les Etats-Unis ont conduit à une légère dévaluation du dollar australien, ce qui renforce la compétitivité des produits australiens à l'export.

En termes de conséquences indirectes, deux effets se croisent. Le premier est le ralentissement

prévisible de la demande en produits importés (viandes, vins, produits laitiers) dans les pays clients de l'Australie et fortement taxés par les Etats-Unis (Chine, Japon, Corée...). Le second tient à la reconfiguration des flux, notamment le délaissement du bœuf américain par les opérateurs chinois. Le comportement du Président Trump en matière de relations internationales, et l'incertitude sur les liens commerciaux avec les Etats-Unis, seraient à l'origine de cette désaffection. Près de 400 exportateurs américains sont toujours interdits d'accès au marché chinois. Cette dynamique pourrait être interprétée comme une action de la Chine contre l'Amérique rurale, qui soutient le Président Trump. Des tendances similaires pourraient émerger sur les marchés japonais et coréen. Dans ce contexte, le bœuf australien, plus compétitif que les viandes américaines, argentines et uruguayennes, gagne progressivement des parts de marché. Un renforcement de l'accord de libre-échange reliant la Chine et l'Australie est également envisagé. [Farmonline](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [ABC](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [SPGlobal](#)

Le bœuf américain obtient un accès (symbolique) à l'Australie – Le Gouvernement réfute tout lien avec les négociations tarifaires

Reconnaissant un renforcement des dispositifs de traçabilité par la filière américaine fin 2024 et début 2025, le Département australien de l'agriculture a ouvert son marché à la viande bovine américaine y compris issue d'animaux légalement importés depuis le Canada ou le Mexique, à condition qu'ils soient abattus aux Etats-Unis. Néanmoins, l'opportunité sur le marché australien pour le bœuf américain est très faible, celui-ci étant peu compétitif et l'Australie étant largement auto-suffisante (elle exporte 70% de sa viande bovine). Le maximum historique sur ce flux a été un export de 290 tonnes de bœuf américain vers l'Australie sur l'année 2024-25.

Cette décision a occasionné d'importants débats sur le lien potentiel avec les négociations tarifaires avec les Etats-Unis (l'Australie cherchant à minimiser les droits de douane sur ses exports vers le marché américain, notamment sur l'acier et l'aluminium taxés à 50%). En effet, le secteur

agricole voit d'un très mauvais œil tout affaiblissement de la politique de biosécurité du pays, en particulier par complaisance. La filière du bœuf et l'opposition (Nationals) se sont exprimés disant qu'il ne s'agissait sans doute pas d'une coïncidence, et ont appelé à une enquête indépendante, après publication d'un avis de l'Inspecteur général de la biosécurité concluant à la nécessité de davantage fonder les décisions sur la biosécurité sur la science. L'ancien Sénateur Bill Heffernan a soutenu cette demande d'une enquête, et rappelé que les tests qui sont prévus sur les animaux américains seront conduits après abattage, et que seule une traçabilité complète de chaque animal de la naissance à sa mort apportera les garanties nécessaires. McDonalds, Coles, Woolworths et Aldi ont par ailleurs indiqué maintenir leur politique de fournir les consommateurs australiens avec du bœuf australien. [DAFF](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [AFR](#), [Farmers Weekly](#), [ABC](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [Minister Collins](#), [NFF](#), [Farmonline](#), [MLA](#)

Une table ronde pour booster la productivité agricole en Australie – aux retombées peu claires

Le 12 août, la Ministre fédérale de l'agriculture a réuni une table ronde avec 50 responsables du secteur agricole (hors organisations de protection de l'environnement, qui l'ont regretté), pour débattre des meilleures manières d'augmenter la productivité. La *National Farmers Federation* a mis en avant à cette occasion 6 priorités : améliorer la fiscalité ; réduire les tensions commerciales entre producteurs et acheteurs ; augmenter l'effort de R&D ; faire aboutir les négociations commerciales avec l'UE et avec le Conseil de coopération du Golfe, et continuer à baisser les barrières non-tarifaires au commerce ; développer les infrastructures ; conduire un chantier de dérégulation et de simplification. Les discussions doivent alimenter une table ronde sur les réformes économiques organisée par le Gouvernement fin août. [Minister Collins](#), [NFF](#), [NFF](#), [ABC](#), [Farmonline](#), [GPA](#)

Le Gouvernement a ouvert une consultation publique sur la stratégie *Feeding Australia*

La stratégie *Feeding Australia*, qui prévoit l'installation d'un Conseil national de l'alimentation, vise à améliorer la sécurité alimentaire dans le pays. Son élaboration a été annoncée début 2025, avec un budget de 3,5 M AUD, annonce vivement saluée par le secteur agricole qui compte saisir cette opportunité pour placer la production agricole au centre des priorités du pays. La *National Farmers Federation* rappelle en effet l'importance d'apporter des garanties sur l'approvisionnement en intrants, et sur l'efficacité des chaînes d'approvisionnement. Le Département fédéral de l'agriculture a publié un papier de discussion avec l'objectif d'installer le Conseil national de l'alimentation fin 2025, et de finaliser la stratégie en 2026 ou 2027. Les principales organisations ont réagi à cette publication. Au-delà du soutien apporté par le secteur agricole, l'*Australian Conservation Foundation* salue ce chantier, tout en rappelant les dégâts causés par le secteur agricole (déforestation, réaménagement d'écosystèmes aquatiques, impacts sur la Grande Barrière de Corail...), et la récente publication d'un rapport par le CSIRO estimant à 274 Md AUD les coûts environnementaux cachés du système alimentaire australien. [Minister Collins](#), [DAFF](#), [NFF](#), [ACF](#)

L'Australie accepte les produits laitiers français malgré l'épisode de dermatose, tant qu'ils sont traités thermiquement

Le Département fédéral de l'agriculture, de la forêt et de la pêche, a publié une mise à jour de son rapport d'évaluation des risques liés aux produits laitiers en mai. Ce rapport estimant que les traitements thermiques équivalant à la pasteurisation désactivent le virus de la dermatose, il n'est plus nécessaire de certifier que le pays d'origine soit indemne de la maladie. Grâce à cette décision, les foyers de dermatose en France n'ont causé aucun blocage d'exports vers l'Australie (mais des ralentissements dus à la gestion administrative de la situation). [DAFF](#), [DAFF](#)

La production australienne de bœuf a battu son record en 2024-25

Profitant d'une forte demande et d'une offre mondiale réduite, la filière australienne a abattu 8,89 millions de bovins sur l'année 2024-25, produisant un volume total de 2,75 millions de tonnes de viande de bœuf, record historique ; le poids moyen de carcasse s'est établi à 307 kg, valeur relativement faible en raison des sécheresses et de la forte proportion de vaches. Les exports de bœuf australien élevé au grain ont également battu leur record, s'établissant à 403 962 t (+17%), en priorité vers Chine, Japon et Corée ; et avec un doublement des exports vers la Thaïlande. Dans la filière ovine, ce sont 26,06 millions d'agneaux qui ont été abattus, deuxième plus haut niveau historique, pour un total de 624 549 t (-4% par rapport à l'année précédente) ; et 11,7 millions de moutons et brebis. [MLA](#), [MLA](#), [MLA](#)

Le Gouvernement australien précise l'accompagnement vers sa fin en 2028 de la filière d'exports d'ovins vifs par la mer (139,7 M AUD)

Alors que la date du 1^{er} mai 2028 approche, à laquelle les exports d'ovins vifs australiens par la mer seront interdits, les flux ont déjà considérablement baissé. Ils se sont établis à 442 261 têtes sur les 12 mois à mai 2025, contre 519 531 têtes sur la période précédente et 639 417 têtes sur la période antérieure. Dans ce contexte, le Gouvernement a confirmé le soutien de 139,7 M AUD à la transition de la filière, composé notamment de : 40 M AUD pour augmenter la capacité d'abattage-découpe en Australie (financé par le Département d'Etat de Western Australia sous forme d'appels à projets), 30 M AUD pour soutenir la transition des exploitations agricoles, et 5,8 M AUD pour assister à une stratégie de la filière à long terme. Le Gouvernement confirme que le commerce de la filière a décliné, de 411 M AUD en 2002-03 à 43 M AUD en 2023-24 ; avec, en miroir, une augmentation des exports de viande ovine. [Minister Collins](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#)

Des chercheurs australiens ont développé un vaccin ARNm contre la fièvre aphteuse

Ce développement est le résultat d'un projet de 5 ans financé à hauteur de 20 M AUD par *Meat & Livestock Australia*, Tiba Biotech et le *NSW Department of Primary Industries*. Le vaccin, qui permet une différenciation par rapport aux animaux effectivement contaminés, doit maintenant être approuvé par l'autorité de régulation des intrants (*Australian Pesticides and Veterinary Medicine Authority*). [Farmers Weekly](#), [Farmonline](#), [MLA](#)

AUSMEAT assouplit le référentiel de la marque « viande Angus », passant le seuil génétique minimum de 75% à 50%

AUSMEAT, organisation de la filière viande rouge qui fournit des référentiels de certification notamment pour les produits destinés à l'export, modifie la définition de la marque « viande Angus » en Australie. Elle fait passer le pourcentage génétique minimum des animaux de 75% (actuellement) à 50%; ce changement sera impactant surtout pour les viandes destinées à l'export, étant donné que les consommateurs australiens devraient maintenir leur préférence pour des pourcentages plus élevés. Les producteurs du Queensland en particulier saluent cette évolution, car ils doivent croiser les génétiques Angus avec des génétiques Brahman, plus résistantes à la chaleur et aux tiques. Or, la qualification de la viande en Angus attire un premium entre 6% et 15%. Cette évolution est également saluée par la filière laitière, qui entrevoit un meilleur débouché pour les veaux laitiers, aujourd'hui euthanasiés à moins d'un mois, pratique que la filière souhaite arrêter à 2035. L'organisation maintient aussi des référentiels spécifiques à 75% et 100% de patrimoine génétique Angus. [ABC](#)

L'Australie a retrouvé son statut indemne vis-à-vis de la grippe aviaire hautement pathogène H7N8

Le 10 juillet, l'Australie a publié son auto-déclaration d'indemnité sur le site de l'Organisation mondiale de la santé animale, son

épisode de H7N8 démarré en début d'année dans le Victoria ayant été clos, aucun cas n'ayant été déclaré depuis le 24 février, et le virus ayant été éradiqué. Le pays reste préoccupé par le risque lié à une incursion de la souche H5N1, et le Gouvernement a mis en œuvre un fonds de préparation doté de 100 M AUD. [DAFF](#), [DAFF](#), [Farmonline](#)

De nouvelles opportunités pour le colza australien en Chine

Après une rencontre entre officiels des deux pays, les autorités chinoises auraient levé les restrictions sur les imports de colza australiens à hauteur de 150 000 t. Ces exports étaient historiquement bloqués à cause de présence de la maladie fongique de la jambe noire. Par ailleurs, la Chine, qui repose fortement sur l'origine canadienne pour se fournir en colza, applique des tarifs de 75,8% au Canada depuis le 14 août en application de mesures anti-dumping, dans un contexte de conflit commercial alimenté par l'application de droits canadiens sur les véhicules électriques chinois. Cela pourrait ouvrir des marchés au colza australien. Une réorientation du colza canadien vers l'UE serait peu probable, celle-ci appliquant de fortes restrictions sur les produits génétiquement modifiés. [Farmonline](#), [Farmonline](#), [GrainCentral](#)

Les pois chiches australiens réaccèdent au marché indien

L'Inde avait en place des droits de douane de 66% depuis 2017 pour protéger ses producteurs, perdant en attractivité pour la filière australienne dont la production a alors chuté de 2 Mt en 2017 à 500 000 t en 2023. Début août, l'Inde a réduit ces droits à 10%, redevenant un débouché profitable pour les producteurs australiens. [ABC](#)

La Ministre fédérale de l'agriculture se déplace en Indonésie et rouvre des marchés

L'Australie et l'Indonésie se sont accordées sur la réouverture du marché indonésien aux coproduits animaux utilisés surtout en alimentation animale, pour volailles et aquaculture en Indonésie. Celle-ci avait fermé son marché en 2018, mesure justifiée

alors par des problèmes de conformité. La filière australienne estime que ce marché présente une valeur d'environ 100 M AUD. La Ministre fédérale, qui s'est déplacée sur place, a également signé des partenariats et protocoles sur le blé, le mangoustan, la biosécurité et la foresterie. [Minister Collins](#), [Minister Collins](#), [Farmonline](#), [GrainCentral](#)

L'autorité phytosanitaire australienne propose de suspendre des usages de diméthoate

La consommation de myrtilles, framboises et mûres par les Australiens ayant nettement augmenté depuis 2017, l'APVMA (*Australian Pesticides and Veterinary Medicines Authority*) a proposé de suspendre les usages de diméthoate sur ces cultures. En effet, la marge de sécurité n'est plus suffisante pour garantir une absence d'impact en termes de sécurité sanitaire du consommateur. Une période de transition de 12 mois serait alors ouverte, pendant laquelle les usages resteraient autorisés, à la condition d'un délai de 14 jours entre le dernier traitement et la récolte. [APVMA](#)

Des experts s'inquiètent de l'application de plus en plus commune de fongicides préventifs en colza, pouvant causer l'apparition de résistances

Les experts relayés par la *Grains Research and Development Corporation* rappellent que l'exposition répétée à des fongicides de la même famille de substances actives, en particulier en cas d'applications en préventif, favorise l'émergence de résistances. De plus, si des résistances apparaissent, les producteurs deviennent davantage dépendants d'autres familles de molécules, faisant alors peser plus de risques de résistances sur celles-ci. De tels phénomènes ont été observés, par exemple sur des maladies de la jambe noire moins sensibles aux triazoles et au fludioxonil. Les organisations concernées appellent en particulier les producteurs à éviter des applications entre les stades foliaires 4 à 8. [GRDC](#)

Le commissaire aux relations commerciales dans l'agriculture et l'alimentation recommande un Code de conduite obligatoire dans la filière viticole

Le 14 juillet, le Dr Craig Emerson, ancien ministre travailliste de la Concurrence, et chargé d'améliorer les relations entre producteurs et acheteurs, a publié un rapport sur la filière du vin. Celui-ci émet 14 recommandations, dont la mise en place d'un Code de conduite obligatoire pour l'achat de raisins à vins, mais aussi des réformes sur la transparence, les délais de paiement, et le règlement des différends. La Ministre de l'agriculture a confirmé que ce rapport serait pris en considération dans l'action du Gouvernement en soutien à la filière. [Minister Collins](#), [Australian Grape and Wine](#), [Wine Australia](#)

La filière australienne des grains réduit ses émissions

Selon un récent rapport de la *Grains Research and Development Corporation* (GRDC), les émissions de la filière australienne du grain ont baissé de 50% entre la référence de 2005 et l'année 2020-21 pour s'établir à 11,2 MtéqCO₂, et l'intensité d'émissions a baissé de 64% dans le même temps pour s'établir à 196 kgéqCO₂/t. Cette réduction, qui prend en compte dans le calcul les changements d'usage des sols, s'est faite malgré une augmentation du recours aux fertilisants et une augmentation de la surface cultivée. Les principaux facteurs seraient une plus grande production de biomasse, davantage de séquestration de carbone dans le sol, et une meilleure gestion de la fertilisation. Dans ce contexte, la GRDC a annoncé un financement de 39 M AUD sur 5 ans pour soutenir le suivi et la déclaration des émissions, et développer davantage de solutions. [GRDC](#), [GRDC](#)

Le Gouvernement fédéral met à disposition un outil de calcul des émissions à la ferme

Le Gouvernement fédéral a accordé un financement de 6,4 M AUD à l'organisation à but non lucratif *Agricultural Innovation Australia* pour mettre gratuitement à disposition des agriculteurs, jusqu'à 2028, son outil de calcul standardisé des émissions sur exploitation agricole. L'outil couvre

17 commodités et prend également en compte la séquestration du carbone, assistant ainsi les exploitants à la décision pour mettre en place des pratiques permettant de réduire leurs émissions.
[Farmonline](#)

Un nouvel Ambassadeur australien à l’OCDE

Le Département des affaires étrangères et du commerce a annoncé le 6 juillet la nomination du nouvel Ambassadeur de l’Australie à l’OCDE : M. Stephen Jones, ancien parlementaire et ancien ministre des Affaires financières. [DFAT](#)

Principaux flux commerciaux France-Australie (source TDM – extraction au 24/08/2025)

Principaux flux commerciaux	France → Australie	Australie → France
Juin 2025 (millions d’euros)		
Exports agriagro totaux (dont machinisme et intrants)	64,8M€	12,5M€
Balance commerciale de la France pour le mois	+52,3M€	
Top 3 des postes	Boissons (22) : 22,3M€ Tracteurs (8701) : 7,7M€ Préparations à base de céréales (19) : 6,6M€	Bois de chauffage (4401) : 5,8M€ Graines de colza (1209) : 2,1M€ Boissons (22) : 1,3M€
Mai 2025 (millions d’euros)		
Exports agriagro totaux (dont machinisme et intrants)	69,0M€	66,8M€
Balance commerciale de la France pour le mois	+2,2M€	
Top 3 des postes	Boissons (22) : 26,8M€ Préparations à base de céréales (19) : 8,8M€ Résidus des industries ; aliments pour animaux (23) : 6,2M€	Graines de colza (1209) : 57,6M€ Bois de chauffage (4401) : 4,8M€ Boissons (22) : 1,3M€

AUSTRALIE – MICRO-BREVES

- La Ministre fédérale de l’agriculture a réuni les Ministres de l’agriculture des [Etats et Territoires](#) le 15 août. Les participants ont discuté des conditions climatiques particulières, de la table ronde du 12 août sur l’augmentation de la productivité agricole, de l’actualisation de la stratégie nationale sur le bien-être animal, de la stratégie nationale sur la sécurité alimentaire, et d’une déclaration intergouvernementale sur la biosécurité. Ils se sont accordés sur le plan de travail 2025, dont les priorités concerneront la biosécurité, l’agriculture climate-smart, le bien-être animal, et le commerce. La [National Farmers Federation](#) a estimé que la déclaration intergouvernementale sur la biosécurité manquait d’ambition, alors qu’une évaluation récente montre un manque de transparence du comité national de la biosécurité, et que les Etats et Territoires n’ont pas de budget pérenne dédié à la biosécurité.
- Le Gouvernement se félicite de l’aboutissement de discussions avec la Chine et avec la Thaïlande, qui ont toutes deux accepté de passer à la [certification digitale](#) à l’export. Sur l’année 2023-24, les exports agricoles australiens vers la Chine ont représenté 17 Md AUD, et ceux vers la Thaïlande 1,5 Md AUD.

- Pour des raisons budgétaires, le Gouvernement fédéral n'a pas reconduit le rôle de [Représentant spécial](#) pour l'agriculture australienne à la fin du mandat de l'actuelle tenante, Mme Su McCluskey. Celle-ci a notamment beaucoup communiqué sur les réalités de l'agriculture australienne, et en retour sur le contexte agricole européen.
- La *National Farmers Federation* a émis des communiqués avec les [Samoa](#) et avec [Tonga](#) pour rappeler l'attachement commun au schéma de visa PALM (Pacific Australia Labour Mobility), qui contribue fortement au secteur agricole australien et au niveau de vie de nombreuses familles du Pacifique. A date de mai 2025, un total de 2 650 Samoans et 3 480 Tongans travaillaient en Australie sous ce visa.
- Le leader des *Nationals* et ancien ministre de l'Agriculture, David Littleproud, soutenu par la [filère des grains](#), a appelé le ministre du Budget à réviser l'accord de libre-échange liant l'Australie et les Etats-Unis, dans un contexte d'importants achats d'exploitations agricoles par des fonds [américains](#). L'accord en l'état actuel permet en effet des acquisitions de fermes jusqu'à un seuil de 1,46 Md AUD, sans besoin d'approbation par le Gouvernement fédéral. La filière des grains pointe notamment que l'église des [Mormons](#) a acquis pour 500 M AUD en 6 mois de terres agricoles en Australie. La capacité du Gouvernement à s'élever contre ces pratiques américaines est cependant incertaine au vu du contexte de tensions commerciales créé par les droits de douane imposés par les Etats-Unis.
- Le 18 juillet, le Gouvernement a annoncé 76 M AUD de financement pour soutenir 54 projets de [climate-smart](#) agriculture dans le pays. Ces fonds sont gérés par le programme *Climate-Smart Agriculture* du *Natural Heritage Trust*.
- La Commission de la productivité a publié un rapport concluant que, en l'état, les dispositifs fiscaux destinés à faire émerger des projets de conservation de la [biodiversité](#) par des propriétaires terriens ne permettraient pas à l'Australie d'atteindre sa cible de 30% de terres sous aires protégées à 2030. Les dispositifs en place sont également considérés trop complexes, et manquant d'attractivité pour les porteurs potentiels.
- *Australian Conservation Foundation* alerte à nouveau sur la déforestation dans le [Queensland](#) et le [New South Wales](#), qui se produit largement dans le bassin versant de la Grande Barrière de Corail, et au bénéfice de l'élevage bovin.
- Utilisant des données de foyers collectées par NielsenIQ, la filière de la [viande rouge](#) a identifié que les foyers familiaux de contexte culturel d'Asie du Sud-Est ou d'Asie du Nord et de l'Est dépensaient plus en viande fraîche, mais moins en viande rouge fraîche, que la moyenne des foyers australiens. Elle a donc mis au point des opérations ciblées sur ces populations, par exemple la promotion de recettes compatibles avec leur contexte culturel, et utilisant de la viande rouge ; ou encore des collaborations avec des influenceurs de même contexte culturel. La filière cible également les populations jeunes, qui consomment plutôt du poulet et du porc pour des raisons économiques et de praticité.
- Face à l'envolée des prix du bétail, les [abatteurs](#) indiquent qu'il n'est plus rentable pour eux d'acheter à des prix si hauts, et ont annoncé ralentir la cadence pour éviter trop de tension sur les prix de la viande. Le phénomène concerne en particulier les [vaches laitières](#) de réforme, dont les prix sont au plus haut depuis 3 ans.
- Les éleveurs souhaitant vendre en direct à leurs consommateurs disent avoir de plus en plus de difficultés à obtenir des entrées aux [abattoirs](#), qui sont chargés de commandes venant de la grande distribution.
- La filière des exportateurs de viande bovine rappelle aux éleveurs l'importance d'équiper leurs bêtes d'appareils permettant une [géolocalisation](#), pour fournir des garanties de traçabilité et d'absence de déforestation aux clients à l'export, en particulier sur le marché européen. A ce stade, l'organisation

Australian Meat Industry Council fédérant les abatteurs-découpeurs estime que la mise en place de ces capteurs n'avance pas à une vitesse suffisante.

- Le New South Wales, qui avait annoncé en avril mettre en place les conditions réglementaires permettant un déploiement des [clôtures virtuelles](#) dans l'Etat, a lancé un ensemble de consultations pour discuter des dispositions précises des textes à venir.
- Alors que les gros abattoirs réduisent leur ouverture aux petites commandes, le Victoria adapte ses réglementations pour permettre la construction de petits [abattoirs](#) sans permis de planification. Ces abattoirs restent néanmoins soumis aux mêmes exigences environnementales et sanitaires.
- Le Département fédéral de l'agriculture a publié un rapport sur les performances de la [filière laitière](#), observant que la rentabilité a baissé en 2023-24, après deux années de grande rentabilité. Le profit par élevage a chuté de 24% mais reste au-dessus de la moyenne de long terme.
- La *Royal Society for the Prevention of Cruelty to Animals* (RSPCA) a diligentié une enquête dans une exploitation porcine de South Australia, après publication d'images prises par le collectif *Farm Transparency Project* montrant des porcs se nourrissant de carcasses de congénères, ou vivant au milieu d'animaux morts ou en décomposition.
- La filière australienne de la [laine](#) considère que la prochaine grande exigence à l'entrée du marché européen sera la décarbonisation, en conformité avec des cadres de certification reconnus par les importateurs de l'UE. Elle mise sur le *Biogenic Carbon Life Cycle Assessment*, qui prendrait mieux en compte les pratiques d'élevage et la séquestration du carbone sur les élevages.
- Sous la direction d'*Australian Wool Innovation*, des chercheurs ont mis au point un nouveau [matériau à tisser](#) combinant la laine (qui apporte douceur, absorption d'humidité et résistance au feu) et des algues (qui apportent du confort porté et de la rétention d'humidité).
- L'Université de Sydney a publié une recherche concluant qu'il serait possible de diminuer les niveaux d'énergie métabolisable dans les rations alimentaires des [poulets de chair](#) sans compromettre leur productivité. Ces résultats sont d'intérêt dans un contexte de fluctuation des coûts des aliments pour volaille.
- Le Japonais Ajinomoto Co a annoncé un investissement dans l'entreprise australienne de [protéines végétales](#) v2food. Celle-ci a par ailleurs acquis l'entreprise américaine Daring Foods concomitamment.
- La filière de la [salmoniculture](#) critique le Département de Tasmanie, suite à l'annonce de celui-ci de lancer une évaluation indépendante des impacts de la filière en termes environnementaux et de durabilité, et que toute expansion d'unités de production serait mise en pause d'ici à ce que les résultats soient disponibles. Le Premier de l'Etat, M. Jeremy Rockliff, maintient que la filière a des perspectives très prometteuses malgré cette évaluation. Dans ce contexte, le Gouvernement a annoncé un financement de 18,3 M AUD pour réoxygéner les eaux de la baie de Macquarie (Tasmanie), où l'élevage de [saumon](#) a fait baisser les niveaux d'oxygène, mettant en danger la raie maugéenne endémique. Depuis juin 2022, le Gouvernement a contribué à hauteur de 37,5 M AUD pour protéger cette espèce en danger.
- La fusion entre l'Américain Bungee (37 000 employés dans 50 pays) et l'Australien [Viterra](#) (900 employés), qui a une capacité de stockage de plus de 10 millions de tonnes et opère également au Canada, a été officialisée début juillet, pour un montant de 8,2 Md AUD.
- La gestion des [adventices](#) coûterait aux filières australiennes des grains et du coton un total de 4,43 Md AUD par an. Cependant, bien que ce montant soit en augmentation, l'impact sur le rendement est quant à lui en baisse, dégageant *in fine* plus de rentabilité pour les producteurs.

- L'organisation de R&D pour la filière [fruits, noix et légumes](#) Hort Innovation a annoncé consacrer un budget de 220 M AUD sur l'amélioration de la productivité, visant en priorité l'automatisation, l'IA, et la collecte de données sur ferme. Un focus particulier est mis sur les amandes, les pistaches, et les noix de macadamia.
- Une étude du Département fédéral de l'agriculture chiffre à 20% les [pertes et gaspillages](#) sur les fermes de fruits, noix et légumes australiennes sur l'année 2023-24 (contre 25% en 2022-23 mais qui avait été une campagne à fortes pluies et inondations). La filière la plus concernée est la mangue (37% de pertes). 45% des fermes ont laissé les pertes au sol, 24% les ont enfouies, 16% les ont utilisées comme compost et 11% comme aliments pour animaux.
- [Plant Health Australia](#) et Grains Australia, soutenus par la Grains Research and Development Corporation, ont lancé une étude de 5 ans visant à renforcer la capacité de la filière à faire face aux menaces de biosécurité, à préserver ses accès au marché, et maintenir la réputation australienne de qualité.
- Le Department of Primary Industries du New South Wales et la Grains Research and Development Corporation (GRDC) ont annoncé un investissement conjoint de 21 M AUD au bénéfice de la filière [colza](#) : augmenter les rendements, développer des variétés tolérantes à l'acidité, et mieux gérer les problèmes d'éclatement des graines.
- Une nouvelle usine de filage de coton a ouvert dans le nord du [Western Australia](#) ; elle représente un investissement de 63 M AUD, et une capacité de traitement de 150 000 balles. Il est anticipé que l'industrie du coton dans cette zone atteigne 1 Md AUD dans la prochaine décennie.
- Le groupe d'investissement de Brisbane AAM a déposé une demande d'autorisation au Gouvernement fédéral pour défricher un minimum de 3 269 ha (et 24 685 ha par la suite) dans le [Northern Territory](#), pour y implanter des cultures (coton, maïs, sorgho, pois chiches...). Le Northern Territory a fixé un objectif d'augmentation de la surface cultivée d'au moins 100 000 ha supplémentaires d'ici à 2030.
- Le Gouvernement a obtenu le 17 juillet une réautorisation d'export de [pommes](#) vers la Chine, depuis toute l'Australie (la Tasmanie était précédemment bloquée).
- La production de [raisins à vin](#) 2025 est en augmentation (+11%) après deux millésimes faibles, avec le Shiraz reprenant le premier rang en volume. Ces tendances vont cependant à l'encontre de la dynamique de suroffre de vin australien, et de déclin de la consommation de vin rouge.
- Wine Australia a lancé une campagne promotionnelle centrée autour du slogan « [We make a wine for that](#) », à partir du 1^{er} août. Les entreprises du secteur sont invitées à enregistrer leurs événements au titre de cette opération.
- Une innovation soutenue par le Gouvernement fédérale permet désormais la commercialisation d'un capteur intraparcellaire en vigne permettant d'informer le viticulteur sur le risque que son vin ait le [goût de fumée](#) (causé par des feux proches).
- L'entreprise australienne Universal Biosensors a développé un capteur portable (le *Sentia*) permettant d'analyser en quelques secondes et avec une grande confiance 6 paramètres clés du [vin](#) (dioxyde de soufre, acide malique, glucose, fructose, acidité titrable, acide acétique), évitant ainsi aux vignerons des analyses externes coûteuses, utilisant davantage de vin, et prenant davantage de temps.
- Une recherche du RMIT, développée par l'entreprise Bionica, utilise les nano-revêtements de [phénols](#) (comportement des composés du vin) pour améliorer l'efficacité des pesticides, en augmentant leur capacité à rester sur la plante sans être lessivé par les pluies. Dans certains essais, une division de la dose conventionnelle par 1000 avec cette technique aurait permis d'obtenir des résultats aussi bons en matière de protection de la plante.

- A l'occasion du *National [Forestry Day](#)*, le Département fédéral de l'agriculture a publié un état de la [forêt native](#) australienne. Celui-ci fait ressortir que 27,4 Mha de forêt native (qui s'étend en tout sur 131,5 Mha) étaient en 2021 disponibles pour de l'exploitation forestière ; toutefois, 82% de ces surfaces sont inadaptées car trop éloignées des centres de transformation, et contenant peu de bois vendable. Les débouchés sont les produits à haute valeur : poteaux, bûches, plaques. Le rapport observe que les forêts natives gérées par les pouvoirs publics préservent correctement la biodiversité. Le Gouvernement rappelle par ailleurs qu'il contribue à hauteur de 300 M AUD à la résilience de la filière à long terme.
- Le [varroa](#) a été détecté dans des ruches de la région de Gippsland, au Sud-Est du Victoria. La filière estime que le parasite, qui a été détecté pour la première fois en Australie en 2022 à Newcastle, peut causer des pertes jusqu'à 1,25 Md AUD sur 30 ans. Les autorités ont changé leur méthode de lutte, passant d'une stratégie d'éradication à une stratégie de gestion.

NOUVELLE-ZELANDE – BREVES

Tarifs américains – La Nouvelle-Zélande taxée à 15%, le Gouvernement critiqué pour son manque de proactivité

La Nouvelle-Zélande s'est vu imposer 15% de droits de douane à l'entrée du marché américain à partir du 7 août (et à partir du 5 octobre pour les marchandises en transit), au lieu des 10% annoncés initialement en avril. Cela signifie que le bœuf néo-zélandais aura à l'entrée des Etats-Unis un droit moyen de 15,64% au sein du contingent existant de 213 402 t (jamais rempli par la Nouvelle-Zélande depuis 2015) et de 42,04% au-delà ; et que l'agneau aura un droit moyen de 15,06% ; cela pour un surcoût total pour le secteur de la viande rouge estimé à 300 M NZD.

Le ministre du Commerce et de l'Agriculture Todd McClay est critiqué par l'opposition travailliste et par les filières agricoles (qui représentent 82% des exports de biens du pays) pour ne pas avoir suffisamment agi pour éviter ces tarifs, alors que des pays concurrents de la Nouvelle-Zélande ont obtenu un traitement plus favorable, notamment l'Australie (10%), l'Uruguay (10%) et l'Argentine (10%). Il s'est déplacé fin août aux Etats-Unis pour y rencontrer ses homologues : le Représentant américain au commerce, et la Secrétaire à l'agriculture. Il en est ressorti la confirmation que les 5% supplémentaires par rapport aux droits annoncés en avril provenaient du déficit des Etats-Unis sur les biens vis-à-vis de la Nouvelle-Zélande ; un engagement à des rencontres ultérieures ; et un

alignement sur l'utilité d'une lutte commune contre les pratiques de subventionnement et distorsives d'autres pays, causant préjudice aux secteurs laitiers américain et néo-zélandais.

La Nouvelle-Zélande devrait donc être désavantagée sur le marché américain (bœuf, agneau, vin), et possiblement par effet rebond sur d'autres marchés (notamment en Asie et Asie du Sud-Est). Un facteur déterminant sera la persistance ou non du tarif appliqué au Brésil (50% de base soit 76,4% en tout). La *Reserve Bank of New Zealand* relève cependant que les tarifs américains pourraient bénéficier à la Nouvelle-Zélande, car les effets limités sur les exports seraient largement compensés par des importations moins chères en provenance de pays réorientant leurs exportations vers les Etats-Unis vers d'autres pays à moindre droits de douane. Enfin, certaines filières s'inquiètent des tarifs potentiels sur les produits pharmaceutiques (jusqu'à 250%) contenant des ingrédients d'origine agricole tels que le lactose pur ou des produits à base de sang ou de glandes. [Beehive](#), [Farmers Weekly](#), [Farmers Weekly](#), [Farmers Weekly](#), [Farmers Weekly](#), [AFR](#), [BLNZ](#), [Newsroom](#), [Farmers Weekly](#), [Beehive](#), [BeefLambNZ](#), [1News](#)

Le Canada concède finalement à la Nouvelle-Zélande une administration plus favorable de ses quotas laitiers au titre du CPTPP

Lorsqu'il a rejoint le CPTPP en 2018, le Canada a alloué 16 contingents aux produits laitiers néo-zélandais, leur évitant des tarifs jusqu'à 400%. Cependant, la Nouvelle-Zélande a reproché par la suite à son partenaire d'attribuer, en pratique, ces quotas à des opérateurs canadiens, créant un préjudice de 120 M NZD pour les entreprises néo-zélandaises sur les trois premières années d'application de l'accord. N'ayant pas obtenu gain de cause par la voie amiable, la Nouvelle-Zélande a ouvert un contentieux *via* le mécanisme de règlement des différends de l'accord, qu'elle a remporté, sans que ceci soit suivi d'effets. Le ministre néo-zélandais du Commerce Todd McClay serait alors monté d'un ton, évoquant de possibles sanctions tarifaires sur les importations depuis le Canada ; et obtenant finalement gain de cause en juillet 2025, le Canada promettant d'opérer des modifications garantissant un accès meilleur et plus rapide des produits laitiers néo-zélandais à son marché. D'après M. McClay, ce déblocage devrait rapporter jusqu'à 157 M NZD par an à la filière laitière néo-zélandaise. [Farmers Weekly](#), [RNZ](#), [Beehive](#), [DCANZ](#)

La loi d'application de l'accord de commerce NZ-EAU a été votée

Le 22 juillet, la loi permettant l'entrée en application de l'accord de partenariat économique entre la Nouvelle-Zélande et les Emirats Arabes Unis a été votée. Le ministre du Commerce et de l'Agriculture Todd McClay s'est réjoui de ce nouvel accès, à un marché de 500 Md NZD qui importe 90% de son alimentation. L'accord supprime les droits de douane sur 98,5% des exports néo-zélandais, et jusqu'à 99% en 3 ans. [Beehive](#)

Lactalis acquiert les marques de consommateur, ingrédients et foodservice, de Fonterra pour un montant de 3,845 Md NZD

La coopérative néo-zélandaise, plus grosse entreprise du pays, prévoit de vendre ses marques de consommateur (notamment Anchor, Mainland,

Western Star, Perfect Italiano), ingrédients et foodservice, et entreprises associées, au géant français premier opérateur laitier au monde, pour un montant de 3,845 Md NZD. La vente inclut les activités de Fonterra en Australie, en Océanie, au Sri Lanka, au Moyen-Orient et en Afrique ; mais pas celles en Chine. Une vente complémentaire est possible, des marques de Fonterra opérées par Bega en Australie pour un montant de 375 M NZD, mais sous condition de règlement d'un différend entre les deux entreprises. L'accord inclut un engagement de Lactalis à se fournir en lait et ingrédients de Fonterra à long terme, ce qui est une bonne nouvelle pour les éleveurs membres de la coopérative, qui toutefois attendent davantage de détails sur l'opération.

L'opération doit encore recueillir certaines autorisations officielles et être approuvée par les actionnaires, avec un vote prévu fin octobre ou début novembre, et la vente devrait être effective mi-2026. En juillet, l'*Australian Competition and Consumer Commission* a indiqué estimer que cette opération réduirait la concurrence mais pas significativement les dynamiques de marché. Cette opération fera de Lactalis le premier opérateur laitier en Australie ; ce que la fédération professionnelle *Australian Dairy Farmers* regrette, voyant le pouvoir de négociation des éleveurs laitiers s'amoinrir face à la fusion de deux importants acheteurs : l'opération résulterait en un contrôle de 70% de la collecte de lait nationale par seulement trois opérateurs (Saputo, Lactalis, Bega). Le secteur laitier australien, rappelant des condamnations passées de Lactalis dans le pays, appelle le géant français à « être un groupe au meilleur comportement citoyen (*better corporate citizen*) ». [Farmers Weekly](#), [Fonterra](#), [ABC](#), [Farmonline](#), [Farmers Weekly](#), [Farmonline](#), [ABC](#), [Farmonline](#), [Farmers Weekly](#), [Farmonline](#), [Reuters](#), [Farmonline](#)

Un collectif de scientifiques appelle le Gouvernement à ne pas réduire l'ambition sur la réduction des émissions de méthane

Comme suite à la décision de la Cour Internationale de Justice, qui estimait en juillet que les Etats pouvaient avoir à s'acquitter de dommages et intérêts causés par leurs émissions, le

collectif *Lawyers for Climate Action* a adressé une lettre au Ministre du changement climatique M. Simon Watts. La lettre rappelle les engagements internationaux de la Nouvelle-Zélande, vis-à-vis de l'Accord de Paris, mais aussi d'accords bilatéraux notamment avec le Royaume-Uni et avec l'UE. Elle souligne le risque réputationnel, ainsi que de prise pour concurrence déloyale, d'un éventuel abaissement de l'ambition néo-zélandaise dans la réduction des émissions de méthane. Les Verts ont soutenu cette démarche. [RNZ](#)

Les définitions d'OGM en NZL s'alignent sur celles de l'Australie

Le changement principal concerne le fait que la nouvelle définition se focalise sur les résultats plutôt que sur les techniques. Ainsi, les aliments produits utilisant des nouvelles techniques d'édition génétique n'auront pas à être étiquetés comme tels, tant que ces techniques n'introduisent pas d'« ADN nouveau », de nouvelles protéines, ou d'altérations. La filière australienne du vin également salue ces évolutions, tout en rappelant que l'OIV ne s'est à date pas prononcé sur les standards relatifs au *gene editing*, et donc sur les possibles impacts sur le commerce. [Farmers Weekly](#), [FSANZ](#), [AGW](#)

Le marché néo-zélandais ouvert pour la génétique aviaire française

Début août, les autorités néo-zélandaises ont donné leur accord pour l'import de matériel génétique aviaire (œufs à couvrir) depuis la France. Les discussions avaient été engagées entre autorités sanitaires fin 2024. [MPI](#)

Des fromages français rappelés pour possible présence de *Listeria monocytogenes*

Le système d'alerte rapide européen RASFF a émis une alerte sur la possible présence de *Listeria* sur des fromages français à pâte molle. En Nouvelle-Zélande, cela concerne les marques *Food Snob* et *Mon Ami*. Les autorités néo-zélandaises ont émis un avis de rappel et enjoignent les consommateurs concernés à prendre un avis médical si nécessaire. [MPI](#), [MPI](#), [Farmers Weekly](#)

Le Gouvernement poursuit l'assouplissement des contraintes réglementaires à l'agriculture

La loi de modification du *Resource Management Act* a été votée, apportant des évolutions pour les exploitations agricoles. La principale est l'allègement des contraintes administratives relatives aux plans de gestion des eaux douces par les fermes. Le ministre de l'Environnement peut désormais approuver, au lieu des Conseils locaux précédemment, des organisations de filière pour auditer et certifier les plans. Cela vise à mieux connecter les contrôles des agriculteurs avec leurs implications dans des dispositifs de certification apportant des garanties similaires ou supérieures. Par ailleurs, le seuil minimal pour qu'une exploitation soit soumise à l'obligation de se doter d'un tel plan passe de 20 ha à 50 ha, ce qui a pour effet d'en dispenser 8 000, que le Gouvernement estime à faible risque. Le Commissaire à l'environnement au sein du Parlement a alerté sur l'inadéquation de la réforme avec les enjeux de protection des eaux douces; et regretté la complexité pour les propriétaires de voir les règles évoluer trop souvent. [Beehive](#), [Farmers Weekly](#)

Le kiwi vert est le premier fruit à être autorisé par l'UE à présenter une mention de bienfaits pour la santé

La Commission européenne a autorisé l'apposition de la mention selon laquelle « la consommation de kiwi vert contribue à un fonctionnement normal des organes en augmentant la fréquence des selles » (sur la base d'une consommation de deux kiwis par jour). Zespri, qui a financé la recherche ayant permis ce résultat, salue l'effort scientifique poursuivi pendant 15 années, et indique commencer à travailler à la manière d'incorporer cette mention dans ses communications. [Zespri](#), [Farmers Weekly](#)

Deux nouveaux canaux de visas pour les travailleurs saisonniers, enjeu majeur pour le secteur agricole

Le Gouvernement a ouvert deux nouveaux canaux de visas à visée agricole: le *Global Workforce*

Seasonal Visa (jusqu'à 3 ans, plusieurs entrées) pour les travailleurs saisonniers qualifiés, et le *Peak Seasonal Visa* (jusqu'à 7 mois) pour des emplois saisonniers peu qualifiés. Cette décision a été saluée par le secteur agricole, en particulier la filière de l'abattage-découpe, qui souligne que des usines tournant à plein permettent d'utiliser toutes les parties de la carcasse ; et la filière viticole qui rappelle que les travailleurs saisonniers représentent pour elle 7 000 emplois chaque année. [Farmers Weekly](#), [MIA](#), [NZ Wine](#)

L'agriculture néo-zélandaise a réduit ses émissions de 2,2% entre 2022 et 2023

Un rapport de la *Climate Change Commission* montre que les émissions du secteur agricole néo-zélandais ont baissé de 2,2% entre 2022 et 2023, avec une réduction de 2,1% des émissions de méthane. Les principaux facteurs ont été la réduction du nombre de ruminants, et une baisse de l'utilisation des fertilisants (mais qui a rebondi en 2024). Le rapport, qui fait le point sur les politiques publiques en place, note l'incertitude sur plusieurs volets, notamment les modalités du système de taxation des émissions agricoles. En parallèle, le Gouvernement ayant sorti l'agriculture du marché carbone (ETS) et donc des secteurs ayant l'obligation de rapporter leurs émissions, alors que l'agriculture représente la moitié des émissions du pays, trois des plus gros émetteurs du pays ne déclarent désormais plus leurs émissions (Affco, Alliance, Open Country Dairy). Fonterra et Silver Fern Farms continuent quant à eux de publier leurs données, à titre volontaire. [CCC](#), [Farmers Weekly](#)

Des assouplissements réglementaires pour les pêcheurs néo-zélandais

Le ministre de la Pêche a donné son accord pour une modification des règles du *Fisheries Act* afin de pénaliser moins fortement les pêcheurs qui capturent trop d'espèces par rapport à leur quota, ou des espèces non ciblées. Les modifications permettront également aux pêcheurs de jeter en mer les captures non désirées, au lieu de devoir les ramener à terre pour comptage. Il a également adapté les exigences en matière de caméras

embarquées, en les soumettant à des obligations moins contraignantes de mise à disposition des images, et en dispensant les navires pêchant en eaux profondes, au motif qu'ils ont un observateur officiel à bord. Enfin, il a introduit des mesures pour limiter les possibilités de recours contre les décisions du Parlement et du Gouvernement. [Newsroom](#)

La filière de la viande rouge dresse son bilan 2025 : forte demande, réduction du cheptel, augmentation des coûts, incertitudes sur le commerce international

Les organisations professionnelles *Beef + Lamb NZ* et *Meat Industry Association* ont publié le rapport annuel de la filière néo-zélandaise de la viande rouge. La publication met en avant un démarrage 2025 avec de très bonnes performances à l'export, portées par des prix élevés en raison d'une forte demande. Elle note, en lien avec un rapport séparé de *Beef + Lamb NZ*, une baisse des effectifs du cheptel : le recensement annuel de *Beef + Lamb NZ* au 30 juin 2025 montre une légère baisse du nombre d'ovins (-1,0% contre des baisses bien plus fortes les années précédentes) et une augmentation de 4,4% du nombre de bovins viande. Le nombre de brebis gestantes baisse quant à lui de 1,9%, ce qui amplifiera la baisse du nombre d'agneaux réduira l'offre. Le rapport annuel met également l'accent sur l'incertitude liée aux annonces tarifaires des Etats-Unis et à l'enquête déclenchée par la Chine pouvant déboucher sur une sauvegarde sur les imports de bœuf ; les barrières non tarifaires auxquelles la filière fait face (pour un coût estimé à 1,5 Md NZD en par) ; la nécessité de maximiser la valeur par carcasse ; un assouplissement des prix des intrants mais qui restent élevés ; et une rénovation de la marque *Taste Pure Nature* notamment en Chine. Enfin, il rappelle les principales positions de la filière, notamment sa prudence vis-à-vis des évolutions proposées sur les OGM et le *gene editing* ; la nécessité de réviser les cibles de réduction du méthane entérique ; le caractère inapproprié de taxer les émissions agricoles ; l'urgence à enrayer les conversions de fermes en *carbon farming* ; la complexité des obligations découlant du *Resource Management Act*. Dans un

document séparé, la filière dresse des pistes d'action pour ajouter davantage de valeur, qui repose entre autres sur l'augmentation de la productivité sur ferme, l'abaissement des barrières non tarifaires, la meilleure valorisation des

carcasses, et l'optimisation de la rentabilité du marché chinois. [BeefLambNZ](#), [BeefLambNZ](#), [BeefLambNZ](#), [BeefLambNZ](#)

Principaux flux commerciaux France-Nouvelle-Zélande (source TDM – extraction au 25/08/2025)

Principaux flux commerciaux	France → Nouvelle-Zélande	Nouvelle-Zélande → France
<i>Juin 2025 (millions d'euros)</i>		
<i>Exports agriagro totaux (dont machinisme et intrants)</i>	17,4M€	45,9M€
<i>Balance commerciale de la France pour le mois</i>	-28,5M€	
<i>Top 3 des postes</i>	Tracteurs (8701) : 3,5M€ Boissons (22) : 3,4M€ Résidus des industries agroalimentaires (23) : 2,0M€	Fruits (08) : 28,0M€ Viande (02) : 8,3M€ Produits laitiers (04) : 2,8M€
<i>Mai 2025 (millions d'euros)</i>		
<i>Exports agriagro totaux (dont machinisme et intrants)</i>	11,6M€	41,0M€
<i>Balance commerciale de la France pour le mois</i>	-29,4M€	
<i>Top 3 des postes</i>	Boissons (22) : 3,2M€ Tracteurs (8701) : 2,2M€ Résidus des industries agroalimentaires (23) : 1,0M€	Fruits (08) : 22,8M€ Viande (02) : 6,6M€ Produits laitiers (04) : 2,6M€

NOUVELLE-ZELANDE – MICRO-BREVES

- Le ministre du Commerce et de l'Agriculture Todd McClay s'est déplacé à [Riyadh](#) pour y rencontrer son homologue, afin de faire avancer le commerce, l'investissement et la coopération sur l'alimentation et sur l'agritech.
- Le secteur agricole s'inquiète des possibles évolutions des règles applicables à l'usage des [drones](#) sur ferme. En effet, la *Civil Aviation Authority* envisage de sortir l'agriculture des domaines permis pour l'usage non-commercial de drones légers, et de l'inclure dans le chapitre sur les usages lourds (drones de plus de 25kg, pulvérisation aérienne, vols de nuit...). Or, les agriculteurs les utilisent pour une diversité d'usages, de la gestion des troupeaux, au suivi de la pâture, jusqu'à la prise de photographies pour des raisons administratives. *Federated Farmers of NZ* indique avoir obtenu un accord de principe du ministre des Transports sur le fait que les changements de règles n'introduiraient pas de contraintes inutiles pour les agriculteurs.
- En juillet, une délégation de haut niveau néo-zélandaise incluant 28 chefs d'entreprises s'est rendue en [Chine](#) pour développer des opportunités de marché. Dans l'agriculture et l'agroalimentaire, il en est ressorti : une forte demande pour les produits laitiers et les fruits et légumes (avec une stratégie de marketing axée autour de la nutrition, de la science et de la durabilité) ; des opportunités en viande et produits de la mer par du marketing ciblé ; et des opportunités particulières dans les villes de 10 millions

d'habitants et moins. Il a été fait démonstration du nouveau cadre de certification « grass-fed » mis en place par le Gouvernement pour la viande et les produits laitiers.

- Le 7 août, le ministre du Commerce et de l'Agriculture de Nouvelle-Zélande, et son homologue [indonésien](#), ont signé un partenariat renforçant la coopération bilatérale et le commerce dans le secteur agricole. Les thématiques particulièrement visées sont la santé animale, l'agriculture intelligente, la biosécurité, la recherche, et la rationalisation des procédures dans le commerce. Le partenariat crée également un Forum consultatif, qui se réunira dans les 12 mois, et facilitera l'alignement des deux pays en matière de réglementation, de standards et de certification.
- L'*Environmental Protection Authority* a confirmé l'interdiction du [chlorpyrifos](#), insecticide organophosphoré à large spectre utilisé comme larvicide en pâturage. Une période de transition de 18 mois est mise en place. Le diazinon, qui pourrait faire office d'alternative, sera retiré du marché en 2028. La filière se dit inquiète, estimant les dégâts causés par la lave de scarabée de pâturage à 380 M NZD dans le laitier et 205 M NZD dans la viande rouge (chiffres 2018), cela malgré l'accès au chlorpyrifos.
- La Nouvelle-Zélande et la [Malaisie](#) se sont accordées pour accélérer le commerce de viande halal. Ce flux a représenté 60 M NZD en 2024. Concrètement, la Malaisie facilitera l'approbation des établissements néo-zélandais autorisés à lui exporter de la viande halal, et actualisera ses standards.
- Fonterra a relevé le prix d'achat moyen du lait pour la saison 2024-25, le passant de 10,00 NZD/kgMS à 10,15 NZD/kgMS ; et a maintenu un prix prévisionnel de 10,00 NZD/kgMS pour la saison 2025-26.
- [A2Milk](#) a acquis l'usine Yashili de Pokeno pour un montant de 282 M NZD.
- Une étude de DairyNZ a démontré que les élevages [laitiers](#) avec la plus faible intensité d'émissions mettaient en œuvre des leviers tels que : une proportion élevée de fourrage poussé sur l'exploitation ; des achats plus faibles de fertilisants ; des achats plus faibles d'aliments animaux à forte empreinte carbone (ex. extrait d'huile de palmiste). La recherche conclut par ailleurs qu'il n'y a pas de corrélation entre l'intensité d'émissions et la rentabilité. Elle montre également qu'il n'y a pas de condition vis-à-vis de la taille de l'élevage, ni de sa situation, ce qui laisse penser que réduire les émissions est accessible à tous les profils d'élevages du pays. DairyNZ a également mené un travail avec Fonterra pour identifier les [caractéristiques](#) des élevages rentables et à faible intensité d'émissions : bien connaître les données de la ferme pour comprendre les prochaines opportunités d'amélioration ; recourir davantage à du fourrage poussé sur l'exploitation ; améliorer la gestion du troupeau (reproduction, structure du troupeau...) ; utiliser l'aliment importé pour optimiser l'ajout de valeur selon les débouchés.
- Après la perte de contact avec le satellite néo-zélandais MethaneSAT créé pour suivre les émissions de [méthane](#) du pays, mais qui n'a fonctionné qu'un an, l'institut *Earth Sciences NZ* a mis sur pied un dispositif alternatif utilisant des drones et des voitures.
- Le ministre des Peuples du [Pacifique](#), M. Shane Reti, s'est rendu à Suva où il a annoncé une contribution de 3,2 M NZD au partenariat Pacifique sur l'agriculture climate-smart et la gestion durable des terres.
- Des experts prennent position pour appeler à la prudence concernant les schémas de [crédits volontaires de biodiversité](#), qu'ils estiment être un outil parmi d'autres au service de la préservation de la biodiversité, et dont ils rappellent les risques, notamment liés à la réduction des soutiens publics à la protection de l'environnement.
- L'[Irlandais](#) Dawn Meats (24 usines, 8000 employés dans 10 pays, chiffre d'affaires de 5,8 Md USD) considérerait l'acquisition de 65% des parts de la coopérative néo-zélandaise [Alliance Group](#) qui connaît un passage difficile, pour un montant de 250 M NZD.
- Le Néo-Zélandais Toa Henderson a gagné le segment international des [championnats de France de tonte](#) le 15 juillet.

- Le Gouvernement envisage de fermer une pêcherie d'[hosplotèthe orange](#) sur le plateau de Chatham, les populations de l'espèce ayant fortement chuté. En effet, la biomasse actuelle se situerait entre 8 et 18% de la biomasse d'origine, alors que les limites de la pêcherie sont un seuil d'alerte à 20% et une fermeture à 10%.
- Le Gouvernement soutient le développement d'aliments pour [saumon](#) en aquaculture, avec un financement de 455 000 NZD contribuant à un projet de 1,2 M NZD de l'entreprise Skretting. La filière néo-zélandaise vise d'atteindre une valeur brute de production de 3 Md NZD, et compte pour cela sur les fermes aquacoles de plein océan, dont la première (*Blue Endeavour*) a reçu les approbations nécessaires et devrait produire 10 000 t de saumon par an et générer un chiffre d'affaires à l'export de 300 M NZD.
- Le Premier ministre des Îles [Salomon](#) s'est rendu en visite officielle en Nouvelle-Zélande fin juillet ; à cette occasion, les deux pays ont réaffirmé leur engagement en faveur du développement de pêcheries durables dans le Pacifique.
- [Zespri](#) prévoit une récolte et une rentabilité records pour la saison 2025-26 pour les variétés hors *SunGold* et *Organic Green*. La demande de l'UE étant particulièrement forte, la coopérative réoriente certains exports prévus à destination de l'Asie, vers le marché européen.
- Pour la première fois, un chargement de kiwis frais (10 containers) produits par des organisations [maories](#) a été exporté par navire aux Emirats Arabes Unis.
- Agresearch travaille avec les filières animales néo-zélandaises pour développer les solutions à base d'OGM et de [gene editing](#) afin d'améliorer la qualité des pâturages. Les principaux travaux portent sur le ray-grass à haute énergie métabolisable, le trèfle blanc à tanins hautement concentrés, et le ray-grass à endophytes génétiquement édités.
- Agresearch étudie comment remplacer en partie le ray-grass, sensible à la sécheresse, par des plantes endémiques ([Kikuyu](#)). Pour cela, l'organisation collecte des échantillons de flore microbienne du rumen et compte développer des additifs alimentaires microbiens adaptés pour faciliter la digestion de telles plantes, plus dures.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Canberra

canberra@dgtresor.gouv.fr

Sélection des articles et rédaction : SER de Canberra – Vincent HEBRAIL (Conseiller aux affaires agricoles régionales)